laTrompette

Andrew Harrer-Pool/Getty Images

Le 9 novembre et l'assaut contre Israël

Israël se prépare pour une bataille après les élections américaines.

- Callum Wood
- 21/11/2016

Pendant que l'Amérique votait, Israël s'est préparé à combattre. Le 8 novembre a marqué un point tournant pour les deux nations. Beaucoup en Israël craignent qu'avec les élections étant maintenant derrière lui, le président américain Barack Obama tournera à nouveau son attention vers Israël et finira ce qu'il a entreprit : la création d'un État palestinien.

Jusqu'à présent, le président Obama a gardé le silence sur le sujet, de peur d'émettre une lumière négative sur la campagne d'Hillary Clinton. Après le 8 novembre, cela n'a plus d'importance.

Beaucoup commencent à postuler que le président Obama se tournera vers le Conseil de sécurité des Nations Unies comme un moyen d'imposer sa volonté sur Israël.

«La saison de chasse sur Israël, au Conseil de sécurité, débutera le 9 novembre» a écrit la journaliste israélienne Caroline Glick, le 27 octobre dans son article intitulé *"Checkmating Obama"* [Matant Obama].

«Obama a attendu huit ans pour prendre sa revanche sur Israël pour ne pas avoir appuyé ses politiques hostiles et stratégiquement irrationnelles,» a-t-elle poursuivi. «Et il n'a aucun intérêt à oublier le passé.»

Il semble qu'Israël doit se préparer à lutter pour sa survie dans les derniers 71 jours de l'administration Obama.

Le précurseur de l'UNESCO

Dans un avant-goût des attaques imminentes, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a récemment approuvé deux résolutions choquantes condamnant Israël. Les résolutions demandent à Israël de cesser «les fouilles persistantes et les travaux dans Jérusalem-Est, en particulier dans et autour de la Vielle Ville.» Ils ont définit Israël comme la «puissance occupante» et ont utilisé seulement le nom arabe pour le Mont du Temple. (Le chroniqueur Brad Macdonald de *La Trompette* en a discuté lors d'un récent épisode du *Trumpet Daily Radio Show.* Cliquez ici pour l'entendre.)

L'affront à l'héritage juif et chrétien au Moyen-Orient est flagrant, de même que la tentative de prévenir d'autres découvertes qui prouvent une ancienne présence juive à Jérusalem. Comme le dénote un collaborateur à *La Trompette,* Brent Nagtegaal, «L'UNESCO et ses partisans ne sont pas seulement intéressés à ne pas tenir compte de l'attachement juif au Mont du Temple, mais aussi l'histoire juive de toute Jérusalem.»

La résolution finale a été adoptée par un vote de 10 voix contre 2, avec huit absentions. Heureusement pour Israël, ces résolutions de l'UNESCO ne sont pas obligatoires.

À toutes fins pratiques, Israël n'est pas obligé d'agir. Mais il en va autrement quand il s'agit du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans «Est-ce que Obama prépare un coup de départ envers Israël?», Charles Krauthammer a écrit que «de tels gestes de lâcheté ne sont rien comparés aux dommages qu'Israël fait face dans les derniers jours de la présidence d'Obama.»

La saison de chasse est ouverte

Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sont des lois. Israël a toujours eu un rempart de défense à l'ONU : l'Amérique. Les États-Unis ont utilisé leur droit de véto à maintes reprises pour l'emporter face à la majorité pro-palestienne. Sans le véto, Israël aurait été soumis à une multitude de résolutions visant à écraser la nation.

Mais le 9 novembre, la situation pourrait changer radicalement. L'administration Obama n'a rien à faire du tout—il suffit de s'asseoir et de permettre aux résolutions anti-israéliennes d'augmenter. Avec personne pour arrêter les résolutions, Israël serait pratiquement impuissante à contrecarrer les coups du Conseil de sécurité.

Caroline Glick a continué : «Selon des rapports à ce jour, il semble que peu après les élections américaines du 8 novembre, les Malaisiens ou les Égyptiens soumettront une résolution soutenue par les Palestiniens, qui définit comme illégales, les communautés israéliennes de Judée et de Samarie dans la Jérusalem unie. Si la résolution est soumise au vote, les États-Unis n'utiliseront pas leur droit de véto pour l'opposer.»

Cela aura lieu aussitôt que la semaine prochaine. Un tel mouvement serait paralysant pour la petite nation d'Israël.

Krauthammer a continué dans son article:

Le résultat ne serait non seulement une guerre perpétuelle, mais des dommages incalculables à Israël. …Israël serait entrainé sans fin dans les tribunaux (nationaux et internationaux) pour faire face à des sanctions, des boycotts (maintenant sous couvert de la loi), et l'arrestation de ses dirigeants. Tout cela pour la violation d'un mandat de l'ONU, auquel aucun gouvernement israélien, de gauche ou de droite, ne pourrait possiblement adhérer.

Une Histoire de tentative de dernière minute

En fin de compte, M. Obama pourrait choisir d'utiliser le véto sur une telle proposition du Conseil de sécurité. Mais l'histoire suggère qu'il peut toujours essayer une dernière tentative à une solution à deux États. Comme l'a noté Krauthammer, le président pourrait aller aussi loin que d'offrir ses propres paramètres pour la paix—peu importe si Israël le veuille ou non. Une telle décision serait sans doute inscrite dans une résolution du Conseil de sécurité.

L'État palestinien serait légalement reconnu, et le processus de paix mourrait.

«Approuver à l'avance un état palestinien … enlève aux palestiniens la motivation de négocier et aux israéliens les territoires utilisés en guise de monnaie d'échange pour conclure un accord de paix, comme par exemple avec l'Égypte,» a noté Krauthammer. En d'autres termes, les paramètres de M. Obama seraient des directives rigides qui rendent impossible tout futur processus de paix, indépendamment du fait qu'il soit au pouvoir ou non!

Israël a résisté à des tentatives de dernière minute semblables pour un état palestinien. Le 23 décembre, 2000, moins d'un mois avant de quitter son poste, le président Bill Clinton a fait une dernière tentative pour une solution à deux États. Il a présenté son idée comme des «paramètres» pour des futurs pourparlers de paix.

Parmi autres choses, les «paramètres» de Clinton incluaient d'accorder la pleine souveraineté du site du Mont du Temple aux palestiniens—tout comme l'UNESCO tente de faire aujourd'hui. De plus, Israël devait accepter que les quartiers de l'est, du sud et du nord de Jérusalem soient transférés à l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP). De la Cisjordanie, 94 à 96 pour cent seraient transférés à l'OLP, plus 1 à 3 pour cent additionnels du territoire souverain d'Israël.

Glick souligne cette terrible affaire dans son livre *The Israeli Solution* [La solution israélienne]. Dans son chapitre intitulé «L'héritage de la foi aveugle de Clinton», elle écrit: «Jusqu'à ce qu'il [Clinton] avait publié ces lignes directrices, les États-Unis n'avaient jamais ouvertement déclaré leur appui pour l'établissement d'un État palestinien.»

Les aspects pro-israéliens de l'accord étaient le déni du «droit de retour» recherché par les Arabes. Les Arabes devaient également accepter de mettre fin à toutes les hostilités lors de la signature de l'accord. Tout de même, Israël aurait donné tout cela en échange d'une simple promesse.

En dépit d'un accord penchant unilatéralement d'un côté, le premier ministre du temps Ehud Barak acceptât l'entente, quoique avec réserves. Il était disposé à retourner aux frontières indéfendables d'Israël et reconnaître l'État palestinien!

Heureusement pour Israël, le chef de l'OLP était Yasser Arafat, et il n'avait aucun intérêt à cesser les hostilités avec Israël. Arafat souleva plusieurs objections et un accord fut impossible.

Juste un mois avant la fin de la présidence de Clinton, Israël était sur le point de*tout* perdre

Aujourd'hui les dangers sont encore plus grands. M. Obama n'a pas besoin qu'Israël et l'OLP acceptent ses conditions—il a juste besoin du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce que Clinton a essayé par la coercition et a échoué, le président Obama pourrait imposer sa volonté.

Mal préparé à se défendre

Que faites-vous lorsque votre seul protecteur devient votre principal adversaire?

Malheureusement la diplomatie israélienne est devenue complaisante. Cachée en toute sécurité derrière le mur du pouvoir de véto américain, elle n'a pas eu à faire de grands efforts pour se défendre. Avec le mur disparu, Israël est forcé d'agir. Mais c'est peut-être déjà trop tard.

Alors, que peut faire Israël pour se défendre contre une résolution potentielle du Conseil de sécurité appuyé par les États-Unis?

Glick donne plusieurs suggestions dans son article du 27 octobre. Israël pourrait plaider avec la Russie pour un véto à propos de la résolution—offrant en retour son influence auprès du congrès américain pour les convaincre de lever les sanctions à propos de la Crimée. Alternativement, Israël pourrait convaincre un allié de proposer une contre-résolution. Ses suggestions étaient l'Uruguay et la Nouvelle-Zélande. Mais en fin de

compte, Israël n'a pas un remplaçant pour l'Amérique. Les relations militaires et diplomatiques durables entre les deux ne peuvent tout simplement pas être remplacées.

Israël ne peut faire qu'un certain nombre de promesses à d'autres nations avant que son pouvoir de négociation ne soit épuisé. À ce stade, les résolutions du Conseil de sécurité seront adoptées, et Israël sera confronté aux tribunaux.

La victoire de Donald Trump aux élections américaines pourrait signifier que le président Obama ne pensera pas deux fois aux problèmes qu'il laissera aux républicains.

L'histoire met en garde Israël de se préparer à une action de M. Obama dans les derniers jours de sa présidence. Mais même au-delà des élections, une nouvelle administration apportera de nouvelles tactiques et de nouveaux efforts pour arriver à une solution à deux États.

Fraternité brisée

Peu importe que le président Obama agisse ou non, le message est évident : La relation spéciale avec Israël est terminée.

Qu'arrivera-t-il quand l'Amérique abandonnera Israël? La prophétie biblique prévoit que Jérusalem-Est tombera aux mains des force de l'islam radical (Zacharie 14:2) Gerald Flurry, le rédacteur en chef de *La Trompette,* a écrit en 2004 : «Si la fraternité entre la superpuissance américaine et l'État juif est rompue, *c'est probablement quand la moitié de Jérusalem sera prise*»

Malgré ses graves conséquences, cette prophétie n'est seulement qu'une pièce d'un jeu de domino. Quand elle tombera, elle mènera finalement à de bonnes nouvelles pour Jérusalem et le monde entier. Pour en savoir plus sur ce sujet captivant, assurez-vous de lire notre livret gratuit *Jérusalem selon la prophétie.* ▪